

GLOBAL CHILLING « Refroidissement Global »

L'impact de la surveillance de masse sur les écrivains internationaux

INTRODUCTION

Du 28 août au 15 octobre 2014, le 'PEN American Center' a effectué un sondage international auprès d'écrivainsⁱ, afin d'examiner comment la surveillance exercée par les gouvernements influence leurs pensées, leurs recherches et leur écriture, ainsi que de recueillir leur opinion sur la surveillance gouvernementale exercée par les Etats Unis et son impact dans le monde. L'outil de sondage a été développé et revu par une entreprise de sondages indépendante, 'The FDR Group'ⁱⁱ. Le sondage a exploité sept-cent soixante-douze réponses provenant d'écrivains résidant dans cinquante pays. Le présent rapport résume les résultats du sondage qui sont les plus pertinents pour le débat qui a actuellement lieu aux Etats-Unis sur l'avenir des programmes de surveillance des citoyens. Le PEN publie ces conclusions, dans l'espoir qu'elles contribueront à alimenter les débats publics et ceux du Congrès sur l'évolution de la surveillance des citoyens. La liberté d'expression étant au cœur de leur travail, les écrivains peuvent être considérés comme particulièrement sensibles aux atteintes à leurs droits à communiquer, obtenir et fournir l'information et exprimer publiquement leurs idées et opinions. Mais les libertés sur lesquelles les écrivains se reposent au jour le jour constituent aussi le socle de toute société libre. Par conséquent, selon les mots du romancier E.L. Doctorow, les écrivains peuvent être considérés comme des "canaris dans une mine de charbon" quand il s'agit d'examiner l'impact de la surveillance sur la vie privée et la liberté d'expression pour l'ensemble de la société. Un rapport complet, incluant ces résultats ainsi que d'autres résultats de sondages auprès d'écrivains du monde entier, sera publié au printemps 2015.

« La surveillance des individus a ébranlé la confiance des écrivains quant au respect par les gouvernements de la vie privée et de la liberté d'expression »

Les résultats du sondage sont frappants, et confirment que la surveillance de masse menée par la 'National Security Agency', d'autres agences gouvernementales américaines, ainsi que des alliés des Etats-Unis – notamment les membres de l'alliance de surveillance "Five Eyes" qui rassemble l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les Etats-Unisⁱⁱⁱ – a un impact important, et réduit la liberté d'expression partout dans le monde. La surveillance gouvernementale dans les pays démocratiques suscite presque autant d'inquiétude que celle en place dans les pays non-démocratiques, dans lesquels il existe une longue tradition de surveillance généralisée. Le niveau d'autocensure des écrivains vivant dans des pays libéraux et démocratiques s'approche de celui des écrivains dans les pays non-démocratiques, ce qui indique que la surveillance des citoyens a profondément ébranlé la confiance des écrivains dans le respect par les gouvernements démocratiques de leur droit à la vie privée et la liberté d'expression. Du fait de cette surveillance permanente, les écrivains s'inquiètent des conséquences éventuellement négatives que pourraient

entraîner l'expression de certains points de vue, même en privé, ou la conduite de recherches sur certains sujets.

Ces résultats confirment et prolongent les conclusions du sondage effectué par le PEN auprès d'écrivains américains en octobre 2013, et publiés dans le reportage du PEN « les effets du Refroidissement » *'Chilling Effects'*^{iv}. Ce sondage avait révélé la forte inquiétude que suscite la surveillance de masse auprès des écrivains américains, qui en conséquence, s'autocensurent de différentes manières. A la lueur des résultats du sondage réalisé auprès d'écrivains internationaux, il devient indéniable que la surveillance porte atteinte à la liberté d'expression, la liberté de pensée et la liberté créatrice. La surveillance effectuée par les autorités gouvernementales incite les écrivains partout dans le monde à s'autocensurer. Les niveaux d'autocensure décrits par les écrivains vivant dans les pays démocratiques – classés comme 'Libres' par l'organisme non-gouvernemental d'alerte américain 'Freedom House', sont égaux ou parfois supérieurs à ceux décrits par les écrivains américains. Parmi les écrivains contactés par le PEN, plus d'un sur trois dans les pays Libres (34 %) reconnaît avoir évité d'écrire ou de parler d'un sujet particulier, ou y avoir réfléchi très sérieusement, en raison des inquiétudes suscitées par la surveillance, tandis que ce chiffre s'élève à seulement plus d'un sur quatre aux Etats-Unis (27 %)^v.

Bien que peu de détails sur les programmes de surveillance du gouvernement américain soient disponibles, il est évident que ces programmes couvrent des quantités importantes de communications internationales, empiétant sur les droits à la vie privée et à la liberté d'expression de centaines de millions de personnes dans le monde. Le NSA collecte des millions d'appels téléphoniques américains en vertu de la Section 215 du 'Patriot Act'^{vi}. Il collecte également des communications téléphoniques et par Internet, ainsi que des données sur ces communications de citoyens américains et non-américains en vertu de programmes autorisés par la Section 702 du FISA Amendments Act et Executive Order 12333. Dans le cadre de l'un de ces programmes, qui a pour nom de code 'PRISM', il est prévu que le NSA et le FBI peuvent accéder aux serveurs de neuf des grandes entreprises internet des Etats Unis afin de procéder à l'extraction de 'conversations audio et vidéo, photographies, courriels, documents et identifiants de connexion'^{vii}. Un autre programme, qui a pour nom de code 'UPSTREAM', permet la collecte des données de communication directement à partir 'des réseaux de câbles à fibres optiques qui contiennent la plupart des données internet et téléphonique du monde'^{viii}. La proportion des informations collectées par les agences américaines et partagées avec les services de renseignements d'autres pays est inconnue. Les Etats-Unis font partie de l'alliance de surveillance des 'Five Eyes', dans le cadre de laquelle l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les Etats-Unis partagent les renseignements issus de l'interception des communications informatiques (incluant les communications). La quantité d'informations collectée par chaque pays de l'alliance sur les ressortissants des autres pays n'est pas connue, ainsi que la nature du partage, mais les Etats Unis et le Royaume-Uni opèrent, semble-t-il, au moins un programme de surveillance commun, qui a pour nom de code 'MUSCULAR'^{ix}.

La surveillance de masse a également gravement nui à la réputation des Etats-Unis comme creuset de la liberté d'expression et à son image de champion de liberté d'expression à l'étranger. Dans les pays 'Libres', trente-six pour cent des écrivains interrogés pensent que la liberté d'expression est moins bien

protégée aux Etats-Unis que dans leur pays. Seuls dix-sept pour cent de ces écrivains pensent que la liberté d'expression fait l'objet d'une meilleure protection aux Etats-Unis que dans leur pays. En outre, près de six écrivains sur dix en Europe de l'ouest (60 %) et dans les pays des 'Five Eyes' (57 %) (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et les Etats Unis) pensent que les programmes de surveillance ont porté une atteinte significative, et sur le long terme, à la crédibilité des Etats-Unis. Trois écrivains sur dix dans ces régions pensent que cette crédibilité 'a été affaiblie mais pourrait être rétablie' (respectivement 28 % et 29 %).

PRESENTATIONS DES RESULTATS CLES

Résultat clé n° 1

Les écrivains résidant dans les pays démocratiques et non-démocratiques partagent le même niveau d'inquiétude quant à l'ampleur de la surveillance gouvernementale dans leurs pays.

La grande majorité des écrivains dans le monde ont reconnu s'inquiéter 'très' ou 'plutôt' du niveau de surveillance gouvernementale dans leurs pays, dont soixante-quinze pour cent dans des pays classés comme 'Libres' par la Freedom House, quatre-vingt-quatre pour cent dans des pays classés comme 'Partiellement Libres', et quatre-vingt pour cent dans des pays 'Non Libres'^x.

Ces résultats sont cohérents avec les conclusions du sondage effectué par le PEN auprès d'écrivains américains en octobre 2013, qui a montré que quatre-vingt cinq pour cent des écrivains américains étaient très ou plutôt inquiets quant au niveau actuel de surveillance gouvernementale. Ce niveau élevé de préoccupation parmi les écrivains américains reflète celui des écrivains des quatre autres pays de l'alliance de surveillance 'Five Eyes' (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni), dont quatre-vingt quatre pour cent étaient très ou plutôt inquiets de la surveillance gouvernementale. L'inquiétude suscitée par la surveillance gouvernementale n'est pas spécifique aux écrivains. Quatre-vingt pour cent des Américains interrogés dans le cadre d'un sondage du Pew Research Center, publié le 12 novembre 2014, disent s'inquiéter de la surveillance par le gouvernement des communications par téléphone et sur Internet^{xi}.

La peur et l'incertitude des écrivains au sujet de la surveillance est répandue au point que plusieurs personnes interrogées ont même exprimé leur inquiétude à l'idée de soumettre leurs réponses au sondage du PEN – une inquiétude exprimée également par les écrivains américains lors du sondage d'octobre 2013. Des personnes interrogées lors de notre sondage international ont fait les remarques suivantes :

'Comme exemple que la 'crise de surveillance' actuelle nous touche et nous inquiète je dois avouer que je me suis beaucoup interrogé(e) sur le fait de savoir si je pouvais écrire ce qui figure ci-dessus, et l'inclure dans ce questionnaire. Il est évident que mes réponses au questionnaire permettront de remonter jusqu'à moi. Ces informations pourraient être piratées par les agences de surveillance. Les personnes qui pensent ainsi seront en danger – si ce n'est aujourd'hui (car il s'agit d'un processus lent), peut-être demain.'

'Je ne veux pas avoir l'air paranoïaque, mais j'ai hésité et beaucoup réfléchi à répondre honnêtement à ces questions.'

'Croyez-le ou non, j'ai été inquiet en remplissant ce sondage. C'est triste, quand on vit dans un pays démocratique. Comment en sommes-nous arrivés là ?'

Les révélations récentes sur le champ d'application étendu des programmes de surveillance gouvernementaux dans de nombreuses démocraties continuent d'alimenter la peur de la surveillance et de son impact sur la liberté d'expression. Une personne interrogée a relevé:

'Ce qu'on a appris ces dernières années, que l'on continue d'apprendre, et que je soupçonnais déjà depuis plusieurs années, a jeté un voile fantomatique et intimidant sur de nombreuses communications personnelles et professionnelles.'

Une autre personne interrogée répondait :

'En tant que fille d'un survivant de l'Holocauste, j'ai toujours apprécié le fait de vivre au Royaume-Uni, un pays relativement sûr et libre, où la plupart des gens peuvent vivre sans peur. Cependant, les révélations d'Edward Snowden, le lanceur d'alerte [de la NSA] m'ont fait réfléchir à la définition de la 'liberté' au 21^{ème} siècle et au prix que l'on est prêt à payer pour la défendre. Je ne peux plus considérer comme acquis que mes enfants profiteront des mêmes libertés que moi. Je crois que la plupart des citoyens britanniques sont souvent surveillés d'une manière qui pourrait faire passer la Stasi pour des amateurs. Je suis peut-être paranoïaque, mais je ne le pense pas.'

L'adoption de nouvelles législations liées à la sécurité, donnant davantage de pouvoirs de surveillance dans des pays comme le Royaume-Uni^{xii} et l'Australie^{xiii} suscite plus d'inquiétude parmi les écrivains, ce qui a amené un sondé australien à dire :

'Si j'avais répondu à ce sondage il y a deux semaines, mes réponses auraient été différentes. Avec l'introduction de la législation donnant plus de pouvoir aux agences de sécurité australiennes en ce qui concerne toutes les communications (en réaction au terrorisme), je pense que la liberté d'expression des écrivains et des éditeurs est davantage menacée. C'est sans précédent et très inquiétant'

De nombreuses personnes interrogées ont souligné qu'elles s'inquiètent notamment du fait que les données de correspondance collectées et stockées en application des programmes de surveillance des citoyens aujourd'hui, même si elles ne sont pas utilisées à mauvais escient par les dirigeants aujourd'hui, pourraient l'être dans le futur par d'autres gouvernements.

'Les données stockées et analysées aujourd'hui qui n'ont pas de conséquences immédiates sur la vie d'un écrivain d'une langue minoritaire comme moi, pourraient devenir très dangereuses plus tard, à la suite d'un changement vers un Etat plus totalitaire.'

'Le gouvernement a mis en place un appareil de surveillance, sur la base de lois qui les autorisent à aller très loin dans la sphère privée des individus, et qui pourrait être facilement utilisé à mauvais escient en cas de coup d'Etat.'

Résultat clé n° 2

Partout dans le monde, les écrivains s'autocensurent en raison des craintes suscitées par la surveillance

Beaucoup d'écrivains dans les pays démocratiques libéraux s'autocensurent de différentes façons, de crainte que leurs communications ne soient surveillées par une autorité gouvernementale. PEN a interrogé les écrivains sur l'éventuelle autocensure qu'ils s'imposeraient dans leur travail écrit, leurs communications personnelles et leur activité en ligne. Les résultats du sondage démontrent que la surveillance de plus en plus importante dans les démocraties menace la liberté d'expression et de pensée et porte atteinte à la libre circulation d'information et à la liberté créative dans le monde. Il doit être relevé, notamment, que le niveau d'autocensure par les écrivains dans les pays libres commence à approcher celui décrit par les écrivains dans les pays 'Partiellement Libres' ou 'Non Libres' (selon la classification de la 'Freedom House').

A. Les écrivains résidant tant dans les pays 'Libres' que 'Non Libres' se sont abstenu de parler ou d'écrire sur un sujet particulier, ou y ont réfléchi sérieusement avant, par peur de la surveillance gouvernementale, et notamment :

34 % des écrivains dans les pays 'Libres'

44 % des écrivains dans les pays 'Partiellement Libres'

61 % des écrivains dans les pays 'Non Libres'

En comparaison, vingt-sept pour cent des écrivains américains interrogés par PEN en octobre 2013 ont indiqué avoir évité d'écrire ou de parler d'un sujet particulier, ou y avoir réfléchi sérieusement avant^{xiv}.

B. Les écrivains résidant tant dans les pays 'Libres' que dans les pays 'Non Libres' ont limité ou supprimé leurs activités sur les réseaux sociaux, ou y ont sérieusement réfléchi avant, par crainte de la surveillance gouvernementale, et notamment :

42 % des écrivains dans les pays 'Libres'

46 % des écrivains dans les pays 'Partiellement Libres'

53 % des écrivains dans les pays 'Non Libres'

En comparaison, 40% pour cent des écrivains américains interrogés par PEN en octobre 2013 ont indiqué avoir limité ou supprimé leurs activités sur les réseaux sociaux, ou y avoir réfléchi sérieusement avant^{xv}.

C. Les écrivains résidant dans les pays 'Libres' et 'Non Libres' ont évité de discuter certain sujets dans leurs conversations téléphoniques ou courriers électroniques, ou y ont sérieusement réfléchi avant, par crainte de la surveillance gouvernementale, et notamment:

31 % des écrivains dans les pays 'Libres'

38 % des écrivains dans les pays 'Partiellement Libres'

68 % des écrivains dans les pays 'Non Libres'

En comparaison, trente-trois pour cent des écrivains américains interrogés par le PEN en octobre 2013 ont évité de discuter de certains sujets lors de conversations téléphoniques ou dans des courriers électroniques, ou y ont sérieusement réfléchi avant^{xvi}.

D. Les écrivains résidant dans les pays 'Libres' et 'Non Libres' ont évité de faire des recherches sur internet ou de visiter des sites portant sur des sujets qui pourraient être considérés comme sensibles ou polémiques, ou y ont sérieusement réfléchi avant, par crainte de la surveillance gouvernementale, et notamment :

26 % des écrivains dans les pays 'Libres'

18 % des écrivains dans les pays 'Partiellement Libres'

26 % des écrivains dans les pays 'Non Libres'

En comparaison, vingt-sept pour cent des écrivains américains interrogés par PEN en octobre 2013 ont évité de faire des recherches sur internet ou de visiter des sites sur les sujets qui pourraient être considérés comme sensibles ou polémiques, ou y ont sérieusement réfléchi avant.

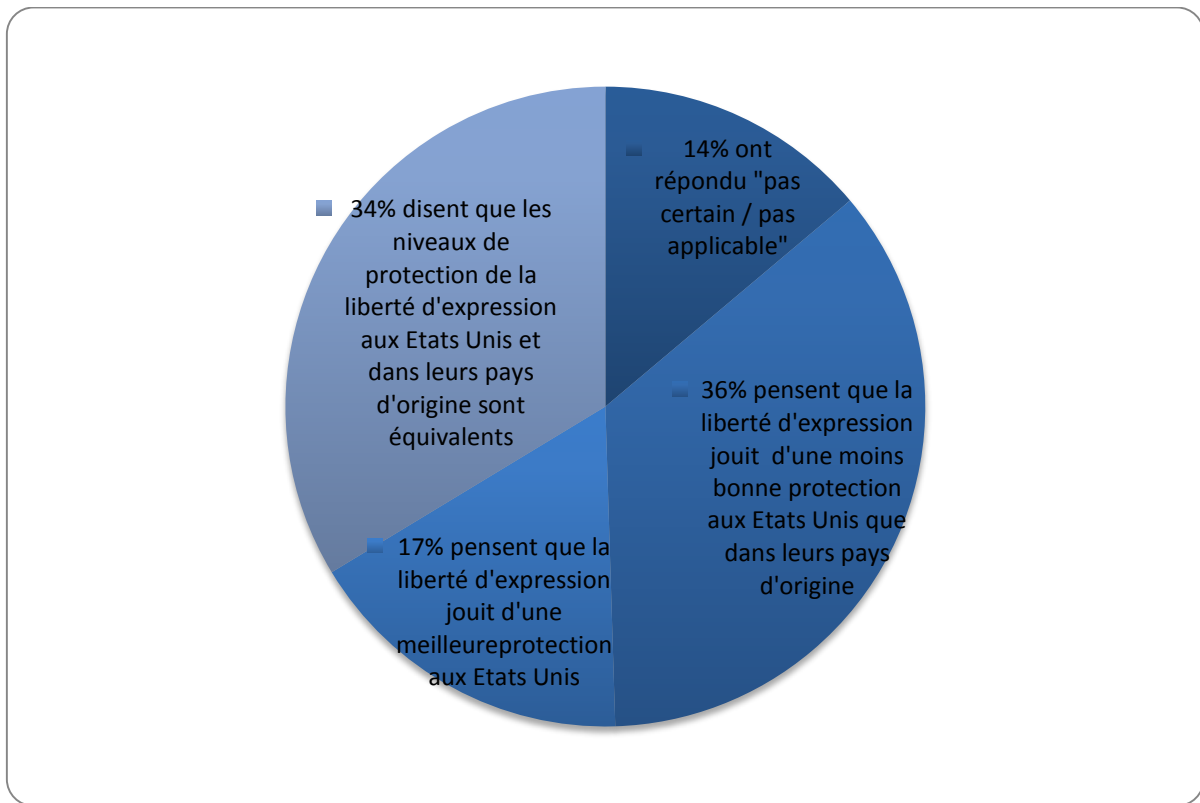
Les niveaux d'autocensure signalés par écrivains résidant dans des démocraties libérales sont étonnants, et démontrent que les programmes de surveillance de masse menés par les démocraties brident la liberté d'expression des écrivains. La conscience de la surveillance des citoyens dans les sociétés démocratiques incite beaucoup d'écrivains à se comporter de la même façon que ceux qui résident dans des pays dans lesquels la surveillance étatique est une tradition, ce qui montre que ces écrivains n'ont pas la certitude que leurs gouvernements n'utiliseront pas à mauvais escient ces informations. Les écrivains sont réticents à parler, écrire ou effectuer des recherches sur des sujets dont ils pensent qu'ils pourraient attirer l'attention du gouvernement. Ceci a également eu un impact colossal sur la liberté d'information : si les écrivains évitent d'explorer certains sujets, par crainte de mesures de rétorsion, alors les sources à disposition des lecteurs, et notamment de ceux qui cherchent à comprendre les problèmes les plus controversés et sensibles auxquels le monde est confronté aujourd'hui – pourraient s'en retrouver fortement appauvries.

Résultat clé n° 3

La surveillance des citoyens par le gouvernement américain a fait du tort à sa réputation de protecteur de la liberté d'expression aux yeux de ses propres citoyens

Les programmes de surveillance des citoyens mises en œuvre par le gouvernement américain ont porté atteinte à la réputation qu'a ce pays d'offrir la meilleure protection de la liberté d'expression dans le monde, en vertu du premier amendement de la constitution américaine. Dans le cadre du sondage, le PEN a interrogé les écrivains sur la question de savoir s'ils pensent que la liberté d'expression jouit aux Etats-Unis d'une protection meilleure, moins bonne ou équivalente à celle dont ils bénéficient dans les pays dans lesquels ils résident actuellement. Les résultats indiquent que, particulièrement dans d'autres pays 'Libres', les écrivains ne pensent pas que la liberté d'expression soit mieux protégée aux

Etats-Unis que dans leurs propres pays. Les écrivains dans les pays 'Libres' ont donné les réponses suivantes :



Même dans les pays classés par la 'Freedom House' comme 'Partiellement Libres', presque un écrivain sur trois (32 %) pense que la liberté d'expression jouit d'une moins bonne protection aux Etats-Unis que dans leurs pays d'origine, vingt-sept pour cent disent qu'elle est mieux protégée aux Etats-Unis, et vingt-quatre pour cent estiment que le niveau de protection est à peu près équivalent. Il est moins étonnant que les écrivains des pays 'Non Libres' indiquent que la liberté d'expression jouit d'une meilleure protection aux Etats-Unis (70 %). Quinze pour cent des écrivains dans ces pays ont cependant indiqué que la liberté d'expression jouit dans leur pays d'une protection à peu près équivalente à celle dont bénéficient les écrivains aux Etats-Unis, et sept pour cent pensent qu'elle est moins bien protégée aux Etats-Unis que dans leur pays.

Les résultats par région sont sensiblement identiques. Un pourcentage important des écrivains des régions majoritairement démocratiques pensent qu'aux Etats-Unis la liberté d'expression est moins bien protégée que dans leur pays d'origine : quarante-trois pour cent en Europe occidentale et trente-trois pour cent dans les pays des 'Five Eyes'. Seuls quatorze et dix-neuf pour cent des écrivains interrogés dans ces régions pensent que la liberté d'expression bénéficie d'une protection supérieure aux Etats-Unis que dans leurs pays d'origine, et un sur trois pense que les niveaux de protection de la liberté d'expression aux Etats-Unis et dans leur pays d'origine sont plus ou moins équivalents (respectivement 30 % et 36 %).

Les écrivains en Europe de l'est et en Asie-Pacifique pensent que les Etats-Unis offrent une meilleure protection de la liberté d'expression : quarante pour cent en Europe de l'est et cinquante pour cent en région Asie-Pacifique. Néanmoins, douze et dix-sept pour cent des écrivains dans ces deux régions

pensent que les Etats-Unis offrent un niveau de protection inférieure à celui de leur pays d'origine, et entre trente-trois et quinze pour cent pensent que les niveaux de protection de la liberté d'expression aux Etats-Unis et dans leur pays d'origine sont plus ou moins équivalents.

Certains écrivains ont pointé du doigt, de manière cinglante, les dommages causés par les Etats-Unis à leurs propres valeurs constitutionnellement protégées, et l'impact durable de ce phénomène à travers le monde – une des personnes interrogées a ainsi répondu :

'Les Etats-Unis ont ébranlé les fondations du modèle occidental des droits de l'homme et du citoyen, ce qui a transformé une grande partie de la population du monde (y compris la population des Etats-Unis) en des sujets surveillés et dépourvus de droits et cibles d'opérations d'espionnage .

Résultat clé 4

La surveillance des citoyens par le gouvernement américain a porté atteinte à la réputation des Etats-Unis comme un champion de la liberté d'expression dans le monde

Les programmes de surveillance des citoyens mis en place par les Etats-Unis ont porté atteinte à leur réputation, non seulement en matière de protection de la liberté d'expression dans leur pays, mais également de champion de la liberté d'expression à travers le monde. La question suivante a été posée aux écrivains : *'Selon vous, comment les révélations récentes à propos des programmes de surveillance mis en place par le gouvernement américain ont-elles impacté la crédibilité des Etats-Unis en matière de liberté d'expression dans le monde ?'*

Les résultats sont édifiants, particulièrement dans les régions démocratiques : environ six écrivains sur dix en Europe de l'ouest (60 %) et dans les pays des 'Five Eyes' pensent que la crédibilité des Etats-Unis 'a été gravement affectée, à long terme', par ces programmes de surveillance. Dans les mêmes régions, trois écrivains sur dix pensent que la crédibilité des Etats Unis 'a été affaiblie mais peut être rétablie' (28 % et 29 % respectivement).

La majorité des écrivains interrogés en Europe de l'est et en région Asie-Pacifique pensent aussi que la surveillance des citoyens a entamé la crédibilité des Etats-Unis en matière de liberté d'expression, mais ils sont également plus nombreux à penser que cette crédibilité peut être rétablie. Quarante-trois pour cent des écrivains en Europe de l'est et quarante-et-un des écrivains en région Asie-Pacifique pensent que la crédibilité des Etats-Unis a été affaiblie mais peut être restaurée alors que respectivement trente-six et trente-huit pour cent pensent que la crédibilité des Etats-Unis a été gravement affectée à long terme.

Plusieurs personnes interrogées ont relevé l'impact négatif que la surveillance a eu sur la réputation des Etats-Unis à l'étranger, ainsi que sur celle de ses alliés :

'Les activités d'espionnage illicites des Etats-Unis et de leurs proches alliés, par l'atteinte qu'ils portent aux droits de l'homme et du citoyen, renforcent et encouragent les états totalitaires et les dictateurs à travers le monde. Nous devenons les otages de l'autodestruction du système de valeurs 'occidental'.

'Cette situation a gravement porté atteinte à la réputation des gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni et de leurs agences de sécurité, et, probablement pire encore, elle a

entraîné un cynisme généralisé à l'égard des Etats Unis et du Royaume-Uni, de leurs motifs d'intervention, ainsi que de l'opinion public sur ces questions de société.'

PROPOSITIONS

Sur la base de ces résultats, ainsi que de ceux du rapport du PEN d'octobre 2013 «Effets du Refroidissement » 'Chilling Effects' sur l'impact de la surveillance sur les écrivains américains, le PEN invite le gouvernement américain à réagir immédiatement afin de réformer les programmes de surveillance des citoyens. Les réponses des écrivains sur l'impact de la surveillance de masse tirent la sonnette d'alarme sur les dégâts que cause cette surveillance généralisée, sur la vie privée et la liberté d'expression dans le monde. La surveillance des citoyens conduite par les Etats-Unis a gravement porté atteinte à la liberté d'expression dans le monde, et elle a miné la crédibilité des Etats Unis comme défenseur mondial de la liberté d'expression. En vertu du premier amendement de la Constitution Américaine et de la Déclaration Internationale sur les Droits Civils et Politiques, les Etats-Unis ont l'obligation de ne pas enfreindre les droits à la liberté d'expression de leurs ressortissants. L'administration Obama, comme ses prédécesseurs, avaient pour priorité la promotion et la défense de la liberté d'expression et des droits de l'homme à travers le monde. Les pratiques de surveillances en place actuellement affaiblissent ces obligations et ces engagements, et pourraient affecter définitivement le statut mondial des Etats-Unis et l'influence américaine sur les droits de l'homme.

Le Congrès et l'exécutif doivent mettre en œuvre des réformes concernant les programmes de surveillance des citoyens pour assurer le respect et la protection des libertés internationales et constitutionnelles d'expression, de pensée et d'information ainsi que de respect de la vie privée. En particulier, les dispositions du 'Patriot Act', utilisées par le gouvernement pour collecter de façon massive les renseignements personnels et téléphoniques des américains, devraient expirer le 1^{er} juin 2015, en l'absence de réformes appropriées. Les réformes devraient aussi prévoir une protection complète des droits des non-ressortissants des Etats-Unis, en modifiant ou mettant fin aux programmes de surveillance mis en œuvre au titre de la Section 702 du FISA Amendments Act et Executive Order 12333 : comme les Nations Unies n'ont cessé de le répéter, la Déclaration Internationale sur les Droits Civils et Politiques à laquelle les Etats-Unis sont parties prenantes impose le respect des droits de l'homme à la vie privée et à la liberté d'expression de tous les individus concernés par les programmes de surveillance, qu'ils résident aux Etats Unis ou ailleurs^{xvii}.

Afin de réaffirmer l'engagement des Etats-Unis pour le respect et la protection du droit à la vie privée, nécessaire à la liberté intellectuelle et de création, les réformes envisagées doivent prévoir de :

1. Suspendre la surveillance et la collecte généralisée des communications domestiques et internationales des citoyens américains en attendant la restauration de la protection, requise par la constitution, de la vie privée, et des procédures régulières ;
2. Suspendre la collecte massive et injustifiée des télécommunications et métadonnées numériques, en attendant également la restauration de la protection de la vie privée et de la mise en place de protections de ces procédures ;
3. Réviser la surveillance et la collecte des communications internationales, afin de mettre ces pratiques en conformité avec les exigences de protection des droits de l'homme et notamment la vie privée et la mise en place de protections de ces procédures ;

4. Faire du droit de vivre libre de toute surveillance une pierre angulaire de la politique de surveillance américaine et de sa mise en œuvre ; et
5. Mettre en œuvre de meilleures procédures de contrôle des programmes de surveillance des citoyens par les Etats-Unis, ainsi qu'une meilleure transparence en ce qui concerne le champ d'application de ces programmes, notamment par la publication de tous les documents légaux ainsi que des chartes qui décrivent l'interprétation juridique des lois et règlements américains sur la surveillance, qui doivent être limités aux éléments réellement nécessaires à la protection de la sécurité nationale.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Katy Glenn Bass, la directrice adjointe des programmes de la liberté d'expression au PEN sur la base des recherches conçues et menées par le PEN American Center, en étroite collaboration avec le FDR Group. Le rapport a été conçu par Suzanne Pettypiece. Le PEN remercie tous les membres de la communauté littéraire mondiale qui ont participé au sondage. La traduction et le contrôle du sondage et des réponses ouvertes ont été fournis par les bénévoles du PEN et des traducteurs salariés. Nous remercions en particulier Cassie DaCosta, Julian Delacruz, Sasha Jason, Se-Woong Koo, May Zhee Lim, Megan Matich, Canaan Morse et Miwako Ozawa. Le PEN remercie le cabinet d'avocats Clifford Chance de leurs services de traduction pro bono, et Alice Donahue et Catherine Foulkrod des services de recherche, communication et traduction. Le PEN remercie aussi Steve Farkas et Ann Duffett de leur engagement continu et sans failles dans ce projet. Nous remercions aussi la Fritt Ord Foundation de son soutien, sans lequel ce sondage et le rapport n'auraient pas été possibles.

ⁱ La plupart des personnes ayant répondu (82%) se sont décrits comme écrivains - fiction, essais, journalistique, académique ou créatif. Les autres se considèrent comme des professionnels liés à la profession littéraire, notamment les rédacteurs, éditeurs, traducteurs et agents. Dans ce rapport, le terme 'écrivains' est défini au sens large.

ⁱⁱ The FDR Group <http://www.thefdrgroup.com/>

ⁱⁱⁱ L'alliance 'Five Eyes' est basée sur un accord entre l'Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et les Etats Unis de partage des renseignements sur les transmissions (y compris la communication). Voir Paul Farrell, *History of 5-Eyes: Explainer*, The Guardian, Dec. 2, 2013 <http://www.theguardian.com/world/2013/dec/02/history-of-5-eyes-explainer>; Conor Friedersdorf, *Is 'The Five Eyes Alliance' Conspiring to Spy on You?*, The Atlantic, June 25, 2013, <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2013/06/is-the-five-eyes-alliance-conspiring-to-spy-on-you/277190/>.

^{iv} PEN American Center, *Chilling Effects: NSA Surveillance Drives U.S. Writers to Self-Censor*, November 2013, <http://www.pen.org/chilling-effects> [ci-après Chilling Effects].

^v Chilling Effects, p.6

^{vi} Glenn Greenwald, *NSA Collecting Phone Records of Millions of Verizon Customers Daily*, The Guardian, June 5, 2013, <http://www.theguardian.com/world/2013/jun/06/nsa-phone-records-verizon-court-order>.

^{vii} James Bamford, *They Know Much More Than You Think*, New York Review of Books, Aug. 15, 2013, <http://www.nybooks.com/articles/archives/2013/aug/15/nsa-theyknow-much-more-you-think/?pagination=false>; Barton Gellman & Laura Poitras, *U.S., British Intelligence Mining Data from Nine U.S. Internet Companies in Broad Secret Program*, Washington Post, June 7, 2013, disponible à http://www.washingtonpost.com/investigations/us-intelligence-mining-data-from-nine-us-internet-companies-inbroad-secret-program/2013/06/06/3a0c0da8-cebf-11e2-8845-d970ccb04497_story.html; John Napier Tye, *Meet Executive Order 12333: The Reagan Rule That Lets The NSA Spy On Americans*, Washington Post, July 18, 2014, http://www.washingtonpost.com/opinions/meet-executive-order-12333-the-reagan-rule-that-lets-the-nsa-spy-onamericans/2014/07/18/93d2ac22-0b93-11e4-b8e5-d0de80767fc2_story.html.

^{viii} *NSA Slides Explain the PRISM Data-Collection Process*, Washington Post, June 6, 2013, <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/special/politics/prism-collection-documents/>.

^{ix} Voir Paul Farrell, *History of 5-Eyes: Explainer*, The Guardian, Dec. 2, 2013, <http://www.theguardian.com/world/2013/dec/02/history-of-5-eyes-explainer>; Barton Gellman & Ashkan Soltani, *NSA Infiltrates Links to Yahoo, Google Data Centers Worldwide, Snowden Documents Say*, The Guardian, Oct. 30, 2013, http://www.washingtonpost.com/world/national-security/nsa-infiltrates-links-to-yahoo-google-data-centers-worldwidesnowden-documents-say/2013/10/30/e51d661e-4166-11e3-8b74-d89d714ca4dd_story.html.

^x La méthodologie utilisée par la Freedom House de classification des pays dans les catégories 'Libres, Partiellement Libres ou Non-Libres' est disponible en ligne : <https://www.freedomhouse.org/report/freedom-world-2014/methodology>.

^{xi} Mary Madden, *Public Perceptions of Privacy and Security in the Post-Snowden Era*, Pew Research Center, Nov. 12, 2014, <http://www.pewinternet.org/2014/11/12/public-privacy-perceptions/>.

^{xii} Alan Travis, *Drip surveillance law faces legal challenge by MPs*, The Guardian, le 22 juillet, 2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/jul/22/drip-surveillance-law-legalchallenge-civil-liberties-campaigners>.

^{xiii} Terrence McCoy, *How Australia just became a 'national security state'*, Washington Post, le 7 octobre 2014, <http://www.washingtonpost.com/news/morning-mix/wp/2014/10/07/how-australia-just-became-a-national-security-state/>.

^{xiv} Chilling Effects, p. 6.

^{xv} Id

^{xvi} Id

^{xvii} United Nations Human Rights Committee, *Concluding observations on the fourth periodic report of the United States of America*, Apr. 23, 2014, paras. 4, 22; Ryan Goodman, *UN Human Rights Committee Says ICCPR Applies to Extraterritorial Surveillance: But is that so novel?*, Just Security, Mar. 27, 2014, <http://justsecurity.org/8620/human-rightscommittee-iccpr-applies-extraterritorial-surveillance-novel>; voir aussi *Scope: Extraterritorial Application of Human Rights Treaties*, Necessary and Proportionate, <https://en.necessaryandproportionate.org/LegalAnalysis/scope-extra-territorial-applicationhuman-rights-treaties>.